

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 5

Artikel: Bosnie-Herzégovine : funeste leçon de la guerre
Autor: Matic, Ljubomir
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345424>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bosnie-Herzégovine. Funeste leçon de la guerre

Par Ljubomir Matic

Deux ans de guerre en Bosnie-Herzégovine mettent clairement en évidence les tragiques conséquences de la politique des pays de l'Union européenne et des Etats-Unis. Peu importe si celle-ci s'explique par des objectifs mal ciblés ou par la réalisation malheureuse d'intentions peut-être louables, il en est résulté d'effroyables pertes humaines, d'incalculables dévastations, ainsi que le retour de Moscou en ex-Yougoslavie, avec toutes les répercussions que cela pourrait avoir sur les pays voisins, surtout la Bulgarie et la Roumanie.¹

L'euphorie des Occidentaux à la chute du communisme en Russie était, non seulement prématurée, mais aberrante. Ils oubliaient que la Russie d'avant 1917 était impérialiste et que, dans ce domaine, les communistes n'avaient rien inventé que leur simple disparition eût aboli, y compris les risques de conflits. Dans le domaine militaire, la Russie, comme l'Union soviétique, demeure un Etat doté d'un potentiel militaire formidable, d'une hiérarchie et d'une industrie de l'armement qui défendent des intérêts nationaux avec une ténacité d'autant plus intransigente que l'orgueil de la grande puissance a été blessé et que, last but not least, les grandes difficultés peuvent induire des comportements inattendus.

La volonté de collaborer avec la Russie ne peut éluder la question de l'opportunité de l'engagement occidental pour résoudre le conflit en Bosnie et, en général, dans la crise yougo-

slave. Moscou ne serait-il pas devenu un concurrent malvenu que l'Ouest, pris à ses propres pièges, doit accepter? Si l'hypothèse s'avérait exacte, cela reviendrait à dire que l'Europe se trouve à nouveau confrontée au problème des zones d'influence, une situation dont les risques sont actuellement difficiles à analyser.

Les Occidentaux méconnaissent l'histoire...

Des préjugés anti-serbes ont empêché les Occidentaux d'évaluer objectivement la situation en Bosnie-Herzégovine et, partant, la pertinence des moyens d'action. Ils ont négligé l'oppression dont les Serbes ont souffert, durant les siècles de vie commune avec les Musulmans et les Croates, sous l'Empire ottoman et, jusqu'à la constitution du Royaume de Yougoslavie en 1918, sous la domination austro-hongroise. Ils ont aussi ignoré le génocide des Serbes, durant la

Seconde Guerre mondiale, dans la Croatie de Pavelic, alliée à l'Allemagne nazie. Les extrémistes musulmans s'étaient ralliés aux Oustachis de Pavelic. Au nom de la réconciliation interethnique dans la Yougoslavie de l'après-guerre, la statistique officielle taisait le fait que 400 000 Serbes avaient été liquidés en Bosnie-Herzégovine sur le million qui y vivaient selon le recensement de 1931.

Les sources nazies, elles-mêmes, donnent une bonne idée du génocide perpétré dans l'Etat de Pavelic, donc également en Bosnie-Herzégovine qui avait été annexée à la Croatie. Les généraux et représentants du Führer en Croatie ne nourrissaient en effet guère de sympathies à l'égard des Serbes et ne cherchaient donc pas à cacher le génocide. Hitler lui-même, lors de sa première rencontre avec Pavelic, le 6 juin 1941, lui avait suggéré de mener, à l'endroit des Serbes, «une politique d'intolérance nationale»...

¹ Ce texte a été écrit avant les frappes aériennes de l'OTAN contre les forces serbes autour de Gorazde.



«Grouille-toi, grouille-toi!» La menace de frappes aériennes de l'OTAN vue par Politika de Belgrade du 18 février 1994.

Certains travaux historiques², complétant les sources allemandes, estiment que 760 000 Serbes ont été tués en Croatie où, dès le 10 avril 1941, les nouveaux dirigeants parlaient de «mettre à mort un tiers, d'expulser un tiers et de convertir au catholicisme un tiers» des deux millions de Serbes recensés sur le territoire.

... et la situation réelle en ex-Yougoslavie

Le souvenir de l'extermination commise par l'Etat de Pavelic a été ravivé par des événements récents. Dès 1990, en Croatie, on

peut parler de «réminiscences nostalgiques de l'Etat de Pavelic», inspirées par les émigrés croates extrémistes qui financent Tudjman et son parti. Les Serbes deviennent des citoyens de seconde zone, exposés à toutes sortes de tracasseries; l'ambition réapparaît d'étendre République de Croatie en Bosnie-Herzégovine.

Sime Djodan, un proche collaborateur de Tudjman, a déclaré: «Nous planterons l'étendard croate au faite de la Romanija³», ce qui irrite, non seulement les Serbes, mais également les Musulmans qui vont réclamer leur propre Etat, prélude au conflit avec les Croa-

tes. Celui-ci éclate à l'avènement d'une «Herzeg-Bosna» croate, initialement limitée à l'Herzégovine occidentale peuplée majoritairement de Croates, mais dont Mostar serait la capitale, bien que la ville n'ait jamais été ethniquement «croate». Il va en résulter la sanglante bataille pour la conquête de la malheureuse cité.

Les Serbes sont-ils responsables de la guerre en Bosnie?

Les Etats qui cherchaient à résoudre la crise yougoslave auraient dû tenir compte de ces conditions. Avant de reconnaître l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, il fallait définir avec les Musulmans, les Serbes, les Croates de Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'avec Zagreb et Belgrade des structures internes acceptables pour les trois populations et des relations convenables avec la Serbie et la Croatie. Au contraire, les Occidentaux, après une timide tentative d'organisation confédérale, qui échoue à cause du refus des Musulmans, décident de reconnaître l'Etat de Bosnie-Herzégovine, mettant ainsi directement le feu aux poudres.

² La liste en serait fastidieuse, nous ne citerons que Gert Fricke: *Kroatien 1941-1944, Der «Unabhängige Staat» in der Sicht des Deutschen bevollmächtigten Generals in Agram Glaise von Horstenau. Freiburg, 1972* (Agram est le nom allemand de Zagreb). Giacomo Scotti: «Ustascia» tra il fascio e la svastica - *Storia e crimini del movimento «ustascia»*. Udine, 1976. Edmond Paris: *Genocide in Satellite Croatia 1941-1945. A Record of Racial and Religious Persecutions and Massacres. Chicago, The American Institute for Balkan Affairs, 1961*. «L'Etat oustacha de Croatie 1941-1945», *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, 1969.

³ Massif montagneux tout à l'est de la Bosnie, peuplé en majorité par des Serbes.

Il vont imputer aux Serbes la responsabilité de la guerre, sans se fonder sur une appréciation exacte de la situation qui montrerait que les premières balles ont été tirées en mars 1992 par des extrémistes musulmans, dont l'un deviendra par la suite commandant dans l'armée musulmane. La question de «Qui a commencé?» n'a pourtant pas beaucoup d'importance. Le conflit aurait pu être initié par n'importe lequel des trois belligérants, puisque leurs objectifs politiques étaient diamétralement opposés. Dans une atmosphère aussi tendue, n'importe quel coup de fusil peut devenir un casus belli, d'autant plus que tous les camps s'étaient préparés en conséquence.

Dès le début du conflit, les politiciens et les médias occidentaux manifestent un

parti-pris anti-serbe et véhiculent l'image d'un affrontement opposant de mauvais Serbes à de bons Musulmans et Croates. L'alliance croato-musulmane renforce encore ce mythe. Pour atteindre leurs objectifs contre les Serbes, les Croates, qui représentent le 17 % du total de la population, se trouvent contraints à une collaboration initiale avec la «locomotive» musulmane (43 % de la population). Ils prévoient cependant, une fois les Musulmans suffisamment affaiblis, de se retourner contre eux, ce qui va effectivement se produire. En Occident, on dissimule ou on minimise le sanglant conflit entre Croates et Musulmans, puisqu'il ne cadre pas avec l'image qu'on veut diffuser. C'est donc derrière une sorte de voile que se joue la tragédie de populations li-

vrées, l'une comme l'autre, à leurs extrémistes. La politique occidentale a directement contribué à l'expansion de l'horreur.

La guerre entre Musulmans et Croates est tout d'abord expliquée d'une façon absurde. Les Serbes, ayant arraché des territoires aux Musulmans, ceux-ci se sont vus forcés d'attaquer les Croates, afin de leur ravir un espace vital indispensable! Cette fable, forgée à Zagreb, déforme la vérité, car ce ne sont pas les Musulmans qui ont attaqué les Croates, mais l'inverse!

D'emblée, il apparaît que les Croates, partant de l'Herzégovine occidentale, progresseront vers le nord à la conquête de la Bosnie centrale qu'ils convoitent. Jusqu'à la ligne Sarajevo-Travnik, ils constituent en effet la majorité relative de la population; de plus, ces contrées sont économiquement plus prospères que l'Herzégovine, karstique et sous-développée. A cela s'ajoute le fait que, du temps de Tito, une puissante industrie militaire y avait été édiflée et en exploitait les ressources naturelles (Novi Travnik, Vitez). Les Musulmans, prévoyant cette attaque, laissent entendre que «la guerre contre les Serbes n'est que la demi-finale et que la finale se jouera contre les Croates».

Qui a commis des atrocités?

Les Serbes vont être accusés d'être à l'origine des atrocités commises dans les combats entre Musul-



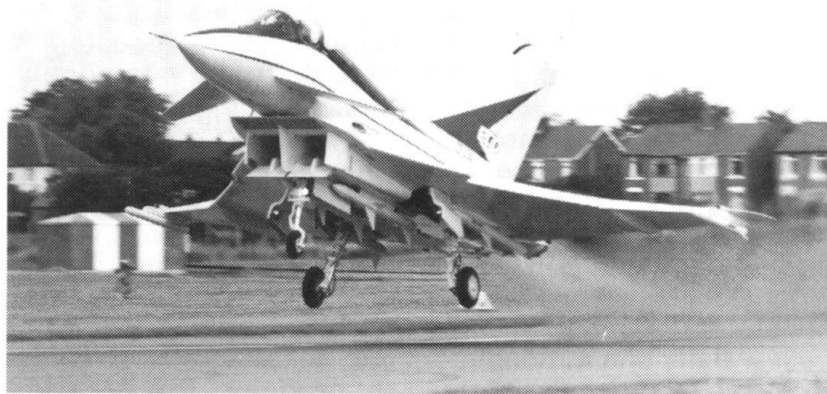
Cette photo publiée dans feu La Suisse du 9 février 1994 est un bel exemple d'information douteuse. La légende dit-elle que, bizarrement, les victimes de l'obus tombé sur une place de marché à Sarajevo le 6 février sont des orthodoxes, donc des Serbes, la croix l'indiquant pourtant clairement?

mans et Croates, parce qu'ils ont été les premiers à en perpétrer, ouvrant ainsi la boîte de Pandore. Explication saugrenue que Klaus Kinkel, ministre allemand des Affaires étrangères, a reprise dernièrement. Si cet homme politique se retranche derrière ce faux-fuyant, c'est qu'il ne veut pas accuser les extrémistes croates et musulmans, alors que leurs brutalités apparaissent de plus en plus au grand jour.

Aucun des belligérants ne peut se présenter comme pur, personne n'a les mains blanches. Il ne s'agit pas seulement d'une guerre inter-ethnique et inter-confessionnelle où se manifestent les fanatiques de tous bords. Sans distinction, ceux-ci pillent et tuent, quelle que soit l'identité de leurs victimes, y compris leurs co-nationaux et coreligionnaires. La «purification ethnique» est pratiquée par les trois communautés. En Bosnie-Herzégovine avant le conflit, sur 106 communes, seules 11 affichaient la majorité absolue d'une seule ethnie. Un mariage sur quatre était «mixte». L'opinion occidentale semble aussi ignorer qu'environ 300 000 Serbes de Bosnie-Herzégovine ont cherché refuge en Serbie, fuyant les conséquences des atrocités commises par tous les camps, dont environ 100 000 ont été recueillis en Serbie.

L'embargo

La décision des Nations Unies d'appliquer l'interdiction d'importer des ar-



Des «frappes aériennes» sont-elles capables de ramener la paix en ex-Yugoslavie? (Photo British Aerospace).

mes aux Musulmans a suscité le mécontentement de ces derniers, parce que Serbes et de Croates en recevaient. Malgré l'embargo, du matériel et des équipements militaires sont parvenus aux Musulmans : c'est un secret de Polichinelle. En automne 1993, un transit par la Slovénie d'armes et de munitions destinées aux Musulmans est découvert, mais aucune mesure de la communauté internationale ne vient frapper les Slovènes. En dépit de ces livraisons, les Musulmans restent médiocrement équipés, manquant d'armement lourd, ce qui provoque, dans la presse de Zagreb, force théories selon lesquelles l'Occident maintient intentionnellement les Musulmans en position d'infériorité parce qu'on y est opposé à la création d'un Etat musulman en Europe, mais qu'on

«répugne à le manifester par égard envers les pays islamiques». On «laisse agir les Serbes pour son compte.» Un diplomate allemand à Belgrade, dans un entretien privé, a soutenu cette thèse.

Juste ou fausse, cette interprétation permet à Zagreb de justifier son ingérence dans le conflit bosniaque. Puisque les livraisons d'armes aux Croates de ces régions n'ont pas amené le revirement espéré dans les combats en Bosnie centrale et dans les gorges de la Neretva, des unités régulières de l'armée de Croatie sont engagées. Lorsque le président du gouvernement musulman, Haris Silajdzic, proteste, en février dernier, auprès des Nations Unies contre «l'envoi par la Croatie de 30 000 soldats en Bosnie-Herzégovine», il ne reçoit pas le

soutien escompté. A Zagreb, on avance alors que l'Union européenne tolère la présence des troupes régulières croates, parce que leur retrait pourrait amener les Musulmans à massacrer la population croate, une «preuve» supplémentaire de la volonté de l'Occident de s'opposer aux plans «grand-musulmans» d'Izetbegovic.

Effectivement, les Occidentaux ont longtemps résisté aux provocations d'Alija Izetbegovic destinées à les attirer dans la guerre contre les Serbes. L'escalade culmine avec l'explosion au marché de Sarajevo le 5 février dernier, dont les images atroces seront diffusées partout dans le monde. Les responsables occidentaux conservent pourtant leur sang-froid et ne lancent pas de raids problématiques contre l'artillerie serbe sur les hauteurs de la ville. Aucune preuve de l'origine serbe du projectile n'a été fournie: le rapport de la commission mise en place par la FORPRONU indique qu'il aurait pu être tiré par n'importe lequel des belligérants.

De tels actes, dont les auteurs sont rarement identifiés, jalonnent la guerre à Sarajevo. Politiquement favorables aux Musulmans, ils peuvent faire soupçonner de macabres mises-en-scène, à cause de la présence sur les lieux, chaque fois, d'équipes de télévision. Lewis Mackenzie, premier des commandants limogés de la FORPRONU a dit lors

d'une conférence de presse: «Ce n'est pas notre faute si, dès qu'ils voient les caméras de la CNN, ils se mettent à tirer sur les leurs.» C'est après cette déclaration qu'il fut relevé de ses fonctions...

Les coupables, quels qu'ils soient, auraient dû être démasqués et cela aurait mis un terme à cette forme de terrorisme et des centaines de civils n'auraient pas perdu la vie. Dans l'état actuel des choses, on ne peut exclure l'hypothèse de sacrifices humains à des fins politiques et de propagande anti-serbe. D'une manière générale, la propagande joue un rôle dominant dans le conflit en ex-Yougoslavie. L'opinion des commandants de la FORPRONU sur place se trouve souvent noyée par une marée d'informations provenant de journalistes peu qualifiés et manquant d'objectivité, dont les «informations» vont jusqu'à mettre en péril les forces internationales elles-mêmes.

Dans l'attente de l'imminent bombardement des positions serbes, un journaliste indique, depuis la base d'Aviano, que les pilotes collaborent étroitement à la détection des objectifs au sol avec les représentants de la FORPRONU sur le terrain! Voilà qui pourrait justifier que les Serbes bosniaques traitent la FORPRONU en ennemie et l'attaquent immédiatement en cas de bombardement, car le mandat de la FORPRONU ne prévoit pas ce genre d'intervention.

Le général Michael Rose n'a pu éviter, après l'explosion de février, que ses patientes négociations avec les Serbes, destinées à lever le siège de Sarajevo, ne soient éclipsées par l'annonce fracassante de bombardements aux effets problématiques. Le *Sunday Telegraph* de Londres met pourtant en évidence que des frappes aériennes impliqueraient l'envoi de nouvelles troupes en Bosnie et que cela, non plus, ne serait pas garant de succès. Pourtant, William Taylor, colonel d'aviation et l'un des directeurs du Centre d'études internationales de Washington, défend les bombardements: «Si les Serbes devaient persister dans la voie de la terreur, précise-t-il dans une déclaration au *Point*, l'étape suivante serait de prendre pour cibles leurs entrepôts de munitions (...). Nous pourrions également viser leurs communications avec la Serbie et, finalement, leurs postes de commandement au-dessus de Sarajevo et, pourquoi pas, Belgrade (...).» Donc bombardements sans frontières pour lui et bien d'autres experts militaires!

Et Moscou revient se positionner dans les Balkans

Sous la pression de telles menaces, les Serbes - ceux de Bosnie-Herzégovine et de Serbie - accueillent avec soulagement l'intervention de Moscou. Tandis que les familles des diplomates occidentaux quittent Belgrade en grande pompe, par con-

vois automobiles spécialement organisés à cause l'imminence des raids, les Serbes autour de Sarajevo ovationnent les Casques bleus russes, leurs nouveaux protecteurs... Moscou marque un «hat-trick» diplomatique, empêchant provisoirement les bombardements, amenant les Serbes à retirer leur artillerie des alentours de Sarajevo, écartant de nouvelles menaces de frappes aériennes justifiées par le blocage par les Serbes de l'héliport de Tuzla, intervenant dans les enjeux en Krajina.

Aide aux frères serbes orthodoxes... Aide aux Slaves... Aide des communistes russes aux communistes de Yougoslavie... Avertissements à l'Ouest... Quel sottisier! Moscou défend toujours ses propres intérêts. Cette fois, la Russie, convenons-en, a tiré les Occidentaux d'un mauvais pas. S'ils déclenchaient des frappes aériennes sérieuses, ne risquaient-ils pas de devoir engager leurs troupes en Bosnie-Herzégovine, surtout les pays de l'Union européenne qui auraient été les seuls à en faire les frais, malgré le discours énergique du président Clinton sur la protection des objectifs moraux de la démocratie. Les événements de Somalie démontrent sa faible détermination à risquer des vies américaines. Bons offices de la Russie, cependant, à charge de revanche.

Le malheur des Occidentaux, après la tragédie que leur politique a déclenchée en ex-Yougoslavie, c'est qu'aucun de leurs protégés n'est satisfait. Zagreb, confronté à la révolte des Serbes de Krajina, se trouve engoncé dans une fédération mal définie avec les Musulmans bosniaques. Cette solution, néanmoins, élimine la question d'un Etat musulman et les revendications d'Izetbegovic exigeant un accès à la mer. Les dirigeants croates de Zagreb, qui spéculaient sur une expansion en Bosnie-Herzégovine, escomptaient un territoire qu'ils gouverneraient, non une confédération avec des Musulmans.

Les Musulmans apparaissent comme les grands perdants de cette guerre: ils ne reçoivent pas la Bosnie-Herzégovine une et indivise qu'ils domineraient, cela malgré une guerre meurtrière dont les traces dans les consciences et les pertes matérielles subsisteront longtemps. «Est-ce donc pour cela que nous nous sommes battus?» entend-on de part et d'autre.

Quel sera le mécontentement quand, au milieu des ruines, les ex-belligérants apprendront que l'aide occidentale promise ne compensera de loin pas les dépredations d'une guerre à laquelle la politique de certains pays de l'Ouest les a incités? Les Musulmans es-

pèrent aussi un soutien des pays islamiques; or, face à la déconfiture du projet d'un Etat musulman dans les Balkans, le monde islamique, dépité, pourrait canaliser ses capitaux vers d'autres objectifs, plus prometteurs que le relèvement de coreligionnaires exsangues.

Après ce qui s'est passé, la seule conclusion, amère, qui s'impose aujourd'hui, c'est que la politique occidentale en ex-Yougoslavie a été absolument négative. Les Occidentaux n'ont pas répondu aux attentes des Croates et des Musulmans; bien au contraire, ils les ont lourdement déçus. Usant constamment du bâton, les Occidentaux ont dressé contre eux les Serbes en leur donnant une impression de manque d'objectivité et d'hostilité. Quelque chose reste-t-il caché dans les coulisses? Qu'importe! Les Occidentaux louvoient entre les exigences des Etats-Unis, d'une Alliance atlantique à la recherche d'un nouveau rôle, de l'Union européenne et des pays-locomotives de cette dernière. Ces exigences ressortissent à de multiples intérêts avoués ou voilés qui ne correspondent que durant une phase de la guerre. Les responsables européens semblent avoir évolué comme «des éléphants dans un magasin de porcelaine», c'est ce qui a provoqué leur cuisante défaite.

L. M.